INITIATIVE SUR LES BOURSES D'ÉTUDES

LA PAROLE AUX PARTIS

LE FACE-À-FACE

Le 14 juin, les citoyens voteront sur l'initiative sur les bourses d'études. Elle demande que les bourses de l'enseignement supérieur ne relèvent plus des cantons, mais de la Confédération. Les critères d'octroi seront uniformes et garantiront un niveau de vie minimal.

Le PLR rejette cette initiative. En effet, le texte proposé va à l'encontre de l'autonomie des cantons, empêche les aides ciblées par son système d'arrosoir et n'encourage pas les étudiants à entrer dans le monde du travail en proposant un salaire minimum.

Cette initiative vise une harmonisation nationale des bourses. Cela s'oppose au principe du fédéralisme. La distribution doit être gérée par les cantons. Les besoins d'un étudiant valaisan, qui doit quitter le canton pour les études universitaires, sont différents de ceux de son homologue vaudois par exemple.

L'objectif des bourses est de permettre l'accès aux études pour les étudiants en manque de moyens financiers. Il doit donc être ciblé. Comme toutes les subventions, le système de l'arrosoir comme proposé ici va à l'encontre des intérêts des étudiants: il crée des inégalités et n'améliore en rien la qualité de la formation.

Les initiants exigent un revenu de base pour tous les étudiants, en clair un salaire minimum. Cette initiative ne prend en compte ni la situation financière de l'étudiant, ni celle des parents, critères décisifs pour l'obtention d'une bourse. Un revenu de base pour les étudiants mène à des intérêts biaisés et incite à étudier plus longtemps.

La formation est primordiale pour la prospérité de la Suisse. Elle doit être soutenue. Par contre, notre mission est aussi d'aider les étudiants à être rapidement autonomes et à s'insérer dans le marché de l'emploi. En encourageant une mentalité d'assistanat, cette initiative dessert au final tous les étudiants.

CONTRE

«Non à un salaire minimum pour les étudiants.»

PATRICK PLANCHE
CANDIDAT PLR AU CONSEIL NATIONAL

Après trois ans d'engagement sur ce dossier, j'ai pu constater les profonds dysfonctionnements du système actuel de bourses d'études, que l'on peut qualifier par deux adjectifs: insuffisant et inégal.

Insuffisant tout d'abord parce que les moyens n'ont pas arrêté de baisser ces dernières années.

On investit moins aujourd'hui dans les bourses d'études qu'au début des années 90, alors que le nombre de personnes en formation a augmenté.

Inégal également puisque les montants varient fortement d'un canton à l'autre. Ainsi, un jeune Valaisan recevra en moyenne deux fois moins qu'un jeune Vaudois si tous les deux vont étudier à Zurich, par exemple.

L'égalité des chances est donc loin d'être assurée et seuls 5% des enfants d'ouvriers suivent des études universitaires. Face à ce triste constat, l'objectif de l'initiative est clair: assurer que chaque jeune puisse suivre la formation qu'il souhaite, en fonction de ses capacités et de sa motivation, et non du porte-monnaie de ses parents. Trois quarts des étudiants travaillent déjà à côté de leurs études pour les financer.

C'était mon cas et ce n'est pas forcément un mal. Mais, dans certaines situations, une aide est nécessaire pour compléter ce revenu et l'appui de la famille. Pour résoudre ce problème, l'initiative ne demande absolument pas une centralisation mais une harmonisation des critères et une augmentation des moyens.

Un oui le 14 juin permettrait de soulager des milliers de familles valaisannes. Investir dans la jeunesse et la formation, c'est miser sur l'avenir de la Suisse, sur l'éducation, sur notre seule véritable richesse.

«Oui à l'égalité des chances.»

MATHIAS REYNARD
CONSEILLER NATIONAL PS

POUR

LA TRIBUNE DES POLITIQUES

LA GAUCHE

Seule l'initiative permet l'équité

BRIAN CURDY MEMBRE

POUR Les étudiant(e)s qui souhaitent entreprendre des études supérieures et qui ont besoin d'une aide financière doivent avoir les mêmes droits partout en Suisse. Actuellement cela dépend du canton d'origine.

Ni le concordat de la CDIP ni le contreprojet du Conseil fédéral ne résolvent le problème. La Confédération et les cantons se passent la «patate chaude» en ce qui concerne les frais d'études qui ne cessent de prendre l'ascenseur. Seule cette initiative permet la mise en place d'un système national unifiant les 26 systèmes cantonaux. De nos jours chaque canton applique ses propres critères, ce qui est inéquitable, hautement bureaucratique et nuit à l'égalité des chances dans l'accès à la formation supérieure.

Les contre-mesures de la Confédération et des cantons sont en réalité insuffisantes. Seule cette initiative permet l'équité pour tous et pour toutes.

Le 14 juin prochain la Gauche vous invite à voter oui sur l'initiative concernant les bourses d'études.

UDC

Une garantie de neutralité

KEVIN PELLOUCHOUD CANDIDAT AU NATIONAL

CONTRE Une harmonisation des bourses enlèverait une fois de plus une tâche cantonale pour la rediriger vers Berne. Cela constitue une atteinte grave à notre fédéralisme et met en péril le fonctionnement de l'Etat.

L'instruction et l'octroi de bourses sont et doivent rester des prérogatives cantonales. Les cantons sont l'organe le plus compétent pour déterminer au mieux les besoins des étudiants en fonction du revenu des parents et de diverses contraintes. Un étudiant vaudois, avec une université proche, n'a pas les mêmes besoins qu'un jeune Valaisan n'ayant pas ou peu d'offre universitaire dans son canton.

De plus, une bourse s'acquiert au mérite et à la réussite scolaire. Aucun de ces éléments n'est pris en compte dans l'initiative. Forts de la conviction que l'effort doit être au centre des motivations de chacun, nous encourageons les étudiants à travailler afin de garder un pied dans le monde réel et en vue de responsabiliser leur gestion des ressources. L'UDCVr s'oppose donc à ce texte.

PDC

Un investissement pour le futur

BENJAMIN RODUIT CANDIDAT AU NATIONAL

POUR Lorsqu'il s'agit d'un débat de société, peut-on prendre une position divergente vis-à-vis de son parti sur des objets fédéraux? Assurément! Résolument opposé au DPI, sceptique sur la modification de la LRTV, je soutiens, en tant que professionnel de la formation, l'initiative sur les bourses. La formation est la matière première de notre pays. Chaque jeune devrait avoir les moyens de suivre la filière de son choix selon ses intérêts et ses compétences. Or, ce n'est pas le cas partout en Suisse. Le Valais, canton non universitaire, octroie des montants faibles, alors qu'une année d'études hors canton est très coûteuse. Il n'a pas signé le concordat intercantonal auquel se fient pourtant les opposants.

Comme fils de vigneron, aux moyens limités, j'ai dû travailler pour financer mes études et cela malgré l'octroi d'une bourse. Or, il y a un temps pour se former et un temps pour produire. Trop de jeunes cessent leurs études, car ils doivent accepter un job, qui devient parfois la cause de leur installation définitive hors canton. Le coût global de 500 millions ne repose sur aucune étude sérieuse, tant la disparité entre les cantons est grande. J'estime cet investissement indispensable pour les formations supérieures, y compris professionnelles, car nous avons partout besoin de personnel hautement qualifié.

CENTRE GAUCHE-PCS

Les mêmes chances de réussite

MICHAËL SIGGEN CANDIDAT AU NATIONAL

POUR La Suisse peut légitimement être fière de son système de formation et de ses jeunes diplômés.

Néanmoins, la situation matérielle des étudiants varie beaucoup entre les cantons: le montant des bourses d'études en Valais est en moyenne deux fois inférieur à celui de Vaud. Or le coût des études universitaires pour un étudiant valaisan n'est pas deux fois moins élevé que pour un étudiant vaudois. Avec la réduction tendancielle des aides étatiques, il n'est donc pas surprenant que 75% de nos étudiants ont une activité rémunérée à côté de leurs études, ce qui a tendance à allonger leur parcours de formation et à augmenter les coûts à la charge de la collectivité.

En harmonisant les pratiques au niveau national, tout en offrant des conditions de vie minimales, nous garantissons ainsi les mêmes chances de réussite à tous nos étudiants et nous les encourageons à se former. C'est un investissement essentiel si on veut maintenir la Suisse en tête des pays innovants.

C'est pourquoi le Centre Gauche - PCS valaisan recommande de voter oui à l'initiative sur les bourses d'études.

LES VERTS

Ce que l'initiative n'est pas

JÉRÉMY SAVIOZ CONSEILLER GÉNÉRAL

POUR Face à la propagande mensongère de certains, il me semble important de rappeler ici ce que l'initiative n'est pas. Tout d'abord, elle n'est pas une atteinte au fédéralisme. Une même loi ne signifie pas une centralisation de l'administration! Les cantons conserveront leurs structures propres et continueront de se charger de l'application de la loi sur les aides à la formation. De même, le respect des particularités cantonales est garanti. Chaque demande de bourses continuera d'être traitée au cas par cas et il est évident qu'un étudiant ne recevra pas les mêmes montants s'il va étudier à Genève ou à Fribourg!

Deuxièmement, l'initiative n'est pas hors de prix. Son coût estimé est supérieur d'environ 120 millions à celui du contre-projet. Un investissement largement rentable si on le compare aux 4,2 milliards que coûte chaque année le manque de personnel qualifié aux PME suisses.

Enfin, l'initiative ne veut absolument pas instaurer un «salaire» visant à déresponsabiliser l'étudiant. Une bourse d'études doit toujours rester un complément, en marge de l'aide parentale et des petits jobs. Le texte demande uniquement d'assurer un «niveau de vie minimal» à tous les étudiants, actuellement non garanti par la plupart des cantons… et en particulier le Valais!